



Une recherche canadienne innovatrice révèle l'impact financier et professionnel d'un diagnostic de cancer du sein

~ 80 pour cent des femmes s'appauvrissent; 16 pour cent perdent leur emploi ~

(Ottawa, le 27 mai 2010) Selon un nouveau rapport de recherche rendu public aujourd'hui sur la colline parlementaire par le Réseau canadien du cancer du sein (RCCS), les personnes chez qui on diagnostique un cancer du sein vivent d'importantes difficultés financières au cours de leurs traitements. *Cancer du sein : Répercussions économiques et réinsertion dans la population active*, le premier rapport à se pencher sur les impacts financiers et professionnels du cancer du sein, révèle aussi que les femmes demeurent sujettes à des obstacles inattendus lorsqu'elles regagnent la population active.

L'enquête indique que 80 pour 100 des répondant-es ont vécu des impacts économiques, souvent accompagnés de répercussions financières prolongées, tant pour les patient-es du cancer du sein que pour leur famille. Leur revenu ménager annuel a chuté de 10 pour cent en moyenne, et 44 pour 100 des répondant-es ont épuisé leurs économies et leur fonds de retraite, tandis que 27% ont dû s'endetter pour acquitter les traitements. Le rapport relève également que les prestations de l'assurance-emploi ne couvraient que 15 des 38 semaines du traitement moyen, ajoutant ainsi au fardeau des personnes atteintes.

Une des répondantes citées dans le rapport: Nous sommes si endettés que je n'en dors pas la nuit et suis paralysé par la crainte qu'une récurrence ou des métastases nous acculent à la faillite.»

«Cette étude innovatrice situe fermement le cancer du sein comme un problème tout aussi économique que médical», explique Cathy Ammandolea, présidente du RCCS. «C'est une occasion en or pour les fonctionnaires, les employeur-es et d'autres pourvoyeur-es de services d'en savoir beaucoup plus sur le vécu des personnes atteintes d'un cancer du sein avec les prestations et les programmes existants.»

Le rapport fait valoir que le cancer du sein entraîne une disruption importante de la participation au marché de travail. Parmi les 81% de répondant-es qui occupaient un emploi à temps plein au moment de leur diagnostic, 16% ont subi une mise à pied au cours de leurs traitements, et 17% n'ont pas pu reprendre leur emploi antérieur au même titre et au même salaire. Plus d'un cinquième (21%) des répondant-es ont signalé avoir repris le travail avant d'y être entièrement aptes, en raison de pressions financières.

Une autre répondante: «J'ai été 'remerciée' parce que le patron craignait que je n'aie pas la force de m'acquitter de mes fonctions et que je devienne malade au travail. Il s'est dit 'soucieux de ma santé'.»

Le soutien de l'employeur et des collègues de travail a été un des éléments facilitant la reprise du travail, principalement par une augmentation progressive de la charge de travail pour tenir compte de la médication post-traitement. Près de la moitié des répondant-es ont signalé une capacité de travail réduite après les traitements,

et un cinquième ont dû démissionner en raison de contraintes liées au travail, des effets secondaires des traitements, de l'épuisement ou de douleurs.

«De tels chiffres sont alarmants, a commenté madame Ammandolea. Au RCCS, nous reconnaissons que les femmes touchées par le cancer du sein jouent un rôle essentiel dans l'économie canadienne. Nous allons continuer à défendre leur droit à un retour au travail conforme à leurs besoins. Cette réinsertion réussie avantage non seulement chaque patiente, mais également l'économie canadienne. Les survivantes du cancer du sein peuvent contribuer à la productivité du pays, plutôt que de rester dépendantes d'un filet de sécurité social.»

Une répondante: «Le fardeau financier est devenu plus stressant que le cancer lui-même.»

«C'est un moment crucial où soulever ces enjeux», fait valoir Marsha Davidson, directrice exécutive de la Société du cancer du sein du Canada, principal bailleur de fonds du rapport. «Le cancer du sein a un effet dévastateur sur la santé des femmes. Il nous faut fournir à la population canadienne les outils nécessaires pour équilibrer à la fois leurs besoins de santé et de mieux-être financier.»

Cancer du sein : Répercussions économiques et réinsertion dans la population active rend compte d'un sondage mené en 2009 auprès de 446 Canadiennes et Canadiens ayant récemment reçu un diagnostic de cancer du sein. Le rapport identifie les principaux problèmes suivants:

- La durée maximum de couverture de l'assurance-emploi (AE) ne couvre pas entièrement la durée moyenne des traitements pour le cancer du sein: elle laisse une durée de carence moyenne de 23 semaines sans prestations.
- Le rapport note de lourdes incohérences d'une province et d'un territoire à l'autre, surtout dans la couverture des médicaments anti-cancer, des fournitures et des prothèses.
- Un diagnostic de cancer du sein a entraîné une disruption importante de la participation au marché du travail. Bon nombre de femmes ont dû prendre leur retraite ou demander des congés d'invalidité ou de maladie.

Des initiatives pour un changement

De concert avec ses partenaires, le RCCS va mettre sur pied un groupe de travail chargé d'examiner les politiques d'emploi, les prestations d'assurance et les structures d'accommodement des milieux de travail, afin de mieux adapter celles-ci aux réalités des traitements du cancer du sein et à la réinsertion professionnelle des patient-es.

Au sujet du RCCS

Le RCCS est la seule organisation nationale au Canada dont le travail est guidé par des survivantes du cancer du sein. Le RCCS s'efforce d'attirer l'attention du public sur la conjoncture du cancer du sein et de veiller à ce que les décisionnaires de la recherche et des politiques en santé tiennent compte des difficultés que vivent les personnes affectées. Le RCCS a été le principal intervenant à faire valoir les problèmes financiers découlant d'un diagnostic de cancer du sein, tout en promouvant l'amélioration des services et l'accès à des soins de qualité optimale pour toutes les personnes atteintes.

NOTA à l'intention du chef de pupitre:

Des exemplaires du rapport *Cancer du sein : Répercussions économiques et réinsertion dans la population active* sont disponibles ainsi que des dossiers de presse et des photos au www.cbcn.ca

Des porte-parole locales du RCCS sont disponibles en Colombie-Britannique, en Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario, au Québec, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse.

Pour effectuer une entrevue ou en faire la réservation, veuillez contacter Patricia Archambault, MS&L, 514-842-1077, poste 1593, patricia.archambault@msslworldwide.com